



EUROPEAN COMMISSION

DIRECTORATE-GENERAL FOR HUMANITARIAN AID AND CIVIL PROTECTION - ECHO

SINGLE FORM FOR HUMANITARIAN AID ACTIONS : Modification Request**AMENDMENT REQUESTS****Person requesting these amendments**

Name	Phone	Fax	E-mail
Antonio Vigilante, Director UNDP Brussels Office	0032 25054620	0032 25034729	brussels.office@undp.org

Part of the Agreement to be amended	Objective of the amendment	Justification for the amendment
1.5 Durée de l'Action	Extension au 31 décembre 2014	Après discussion avec le Bureau d'ECHO en Haïti, une extension de 9 mois de l'ensemble de ces actions jusqu'au 31 décembre 2014 a été jugée nécessaire afin de développer toutes les activités et de parvenir à la réalisation de l'objectif du projet. La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.2.1 Bénéficiaires	Analyse des mécanismes des acteurs existants (Activité 2-Résultat 1) remplace la première enquête KAP.	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 1 - Durée total de l'Action	Extension au 31 décembre 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 1- Activité 1 Durée total de l'Action	Extension au 31 mai 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 1- Activité 2 Durée total de l'Action	Extension au 31 octobre 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 1- Activité 3 Durée total de l'Action	Extension au 30 juin 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 1- Activité 4 report de la date de l'Action	Report au mois de novembre 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 1- Activité 5 report de la date de l'Action	Report à la période de juillet à décembre 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 1- Activité 6 Durée total de l'Action	Extension au 31 Mars 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 1- Activité 7 Durée total de l'Action	Extension au 31 décembre 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 1- Moyen 1	Modification du montant (Montant initial: 200,000 EUR ; montant révisé: 275,000 EUR)	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 1- Moyen 6	Suppression du cout du chef d'unité international (Montant initial: 75,000 EUR; montant révisé: 0,000 EUR)	La justification de l'amendement est fournie en annexe.

4.3.2.2 Résultat 2- Activité 1 Durée total de l'Action	Extension au 31 décembre 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 2- Activité 2 Durée total de l'Action	Démarrage de l'action en avril 2013 et extension au 31 décembre 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.3.2.2 Résultat 2- Activité 3 Durée total de l'Action	Démarrage de l'action en janvier 2014 et extension au 31 décembre 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
4.1.1. Plan de travail	Afin de répondre aux changements proposés dans cette demande d'amendement.	En Annexe 1-Plan révisé.
10. Ressources humaines	Suppression de l'intervention du chef d'unité international et délégation de sa mission dans le cadre de ce projet au coordinateur du projet international	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
10. Ressources humaines	Extension de la mission du coordinateur du projet international jusqu'au 31 décembre 2014	La justification de l'amendement est fournie en annexe.
10. Ressources humaines	Maintien de la mission de l'expert nationale à 12 mois	La justification est fournie en annexe.

1. GENERAL INFORMATION

1.1 Name of Humanitarian Organisation / Country of registration

UNDP-USA

1.2 Title of the Action*

Projet de réduction des risques dans les zones urbaines.

1.3 Area of intervention*

World area :

America

Country :

Haiti

Region :

tout le territoire

1.4 Start date of the Action

Start date : 01/04/2013

If the Action has already started explain the reason that justifies this situation (urgent Action or other reason)

1.5 Duration of the Action in months *

Months*

21

Days*

0

1.6 Start date for eligibility of expenditure

Is the start date for eligibility of expenditure equal to the date of submission of the initial proposal ?*

Agreement number: ECHO/DIP/BUD/2013/94004

Explain expenses charged to the budget between date of submission of the initial proposal and start date of the action *

La date de début d'éligibilité des dépenses est fixée au 1 avril 2013 afin de répondre aux réalités de terrain en termes de lancement des activités (ex. : recrutement).

If no, enter the start date for eligibility and explain above

01/04/2013

1.7 Requested funding modalities for this agreement**Requested funding***

Multi-donor action

In case of 100% financing, justify the request

Action total amount (copied from 11. Financial overview) : 538.710,76 Eur

DG ECHO contribution requested (copied from 11. Financial overview) : 450.000,00 Eur

1.8 Urgent action**Is urgent?***

no

1.9 Control mechanism to be applied

P

1.10 Proposal and reports

Submission date of the initial request 31/01/2013

Purpose of this submission Modification request

Echo reference 2013/00284/MR/01/01

Agreement number ECHO/DIP/BUD/2013/94004

Date of submission 23/01/2014

1.11 [INT] List the supplementary agreements and exchange of letters after signature of the Agreement up to intermediate report stage

Date of request	Date of agreement	Subject	Reference
-----------------	-------------------	---------	-----------

1.12 [FIN] List the supplementary agreements and exchange of letters after signature of the Agreement up to final report stage

Date of request	Date of agreement	Subject	Reference
		Agreement number:	ECHO/DIP/BUD/2013/94004

2. NEEDS ASSESSMENT

2.1 Date(s) of assessment; methodology and sources of information used; organisation/person(s) responsible for the assessment

Cette proposition ne se base pas sur une évaluation unique et formelle de la situation relative à la réduction des risques dans les zones urbaines. Elle trouve sa légitimité dans les expériences du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en tant que partenaire d'appui du gouvernement haïtien dans le domaine de la réduction des risques et de la préparation et réponse aux désastres depuis plus de 12 ans. Elle est également issue du travail qu'a produit le PNUD dans le domaine de l'aménagement urbain en partenariat avec le Ministère de la Planification (MPCE) ainsi que dans celui de la reconstruction - en tant qu'agence de ligne dans la mise en oeuvre du projet phare du gouvernement, appelé Projet 16 camps, 6 quartiers (16/6), en appui à l'Unité de Construction des Logements et des Bâtiments Publics (UCLBP).

Dans l'identification des besoins, les cadres du PNUD ont collaboré avec les experts d'institutions nationales et internationales intervenant dans le domaine de la reconstruction, de l'aménagement urbain, de la réduction des risques, et de la préparation aux désastres. Parmi ces institutions, il convient de noter le bureau d'ECHO Haïti, la Banque Mondiale, l'UCLBP, le Ministère des Travaux Publics et des Télécommunications, le Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics, le Comité Interministériel pour l'Aménagement du Territoire et le Centre National de l'Information Géospatiale.

La méthodologie d'évaluation des besoins s'est basée sur l'organisation de rencontres spécifiques entre les acteurs nationaux et internationaux, sur la réduction des risques dans les zones urbaines; des discussions plus larges sur le développement ; ainsi que des expériences acquises à travers la mise en oeuvre de programmes d'aménagement du territoire et de reconstruction. En mars 2011, un atelier sur la réduction des risques urbains a été organisé par le SPGRD et la CIRH et souligné dans ses conclusions la nécessité d'intégrer la réduction des risques dans la reconstruction de logements (Annexe 1).

Dans le cadre du Projet 16/6, lors des évaluations et du développement des activités, les partenaires ont reconnu que les données sur les risques urbains ne permettaient pas suffisamment d'intégrer la réduction des risques dans les quartiers, au niveau des communes. Dans ce contexte, le Projet 16/6 a commandé un travail sur l'identification des risques et les recommandations sur les moyens de diminuer ceux-ci. C'est ainsi qu'a été développé l'approche des plans de prévention des risques (PPR). Durant la mise en oeuvre du Projet, des réunions régulières de restitution des données sur les PPR ont eu lieu avec les mairies, l'UCLBP et les autres partenaires de mise en oeuvre. Lors de ces réunions, le gouvernement et ses partenaires ont formulé une requête (i) d'extension de la méthodologie PPR afin de couvrir une zone géographique plus grande; et (ii) d'évaluation de celle-ci afin de développer une méthodologie standardisée nationale.

Cette requête a aussi été appuyée par des officiels du gouvernement et des partenaires lors de trois rencontres importantes:

- (i) Réunion du Comité de Coordination - Secrétariat Technique du Programme d'Appui à la Reconstruction du Logement et des Quartiers, en octobre 2012, MPCE (Annexe 3);
- (ii) Consultation officielle du PNUD avec le Gouvernement d'Haïti, en novembre 2012, sur le Cadre de programme de pays (CPAP) 2013-2016 (Annexe 2);
- (iii) Restitution globale du Projet 16/6 (Annexe 4). Le compte rendu sera bientôt disponible/fourni à ECHO).

Les annexes démontrent les participants appuyant cette requête.

2.2 Problem statement and stakeholder analysis

Les données relatives aux familles vulnérables, telles que les inscriptions de Casernes en 2008 et les films de 2010, ont

Les désastres qui ont frappé Haïti ces dernières années, tel que les inondations de Gonaïves en 2008 et le séisme de 2010, ont démontré la vulnérabilité des villes haïtiennes et le manque de préparation aux désastres dans les politiques de construction et d'aménagement urbain. Les défis en termes d'intégration de la réduction des risques dans le développement urbain en Haïti sont divers :

- (i) Institutionnel - faible codification urbaine ; plans d'occupation des sols inadéquats ;
- (ii) Impact sur la préparation et la réponse aux désastres - en termes de plans d'évacuation, de sauvegarde et d'alerte;
- (iii) Faible mise en oeuvre des normes de construction ;
- (iv) Manque de vision stratégique dans ce domaine ;
- (v) Diversité des standards mais absence de méthodologie nationale pour intégrer la réduction des risques de façon systématique dans l'aménagement urbain et la reconstruction ; et
- (vi) L'absence de coordination dans les activités de réduction de risques urbains.

Face à ces défis et depuis 2010, les différentes initiatives de reconstruction et d'aménagement urbain n'ont pas toutes intégrées la réduction des risques. Celles qui l'ont fait incluent les efforts du gouvernement pour évaluer le niveau de menace sismique (à Port au Prince et dans le Nord) ou certains programmes de relogement. Ceux-ci ont été menés par des acteurs nationaux et internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux (ex. : Banque Mondiale (Delmas 32) ; Projet 16/6 de l'UCLBP, PNUD ; Coopi). Les réflexions sur ces initiatives et standards ont mené les cadres du PNUD en collaboration avec les experts des institutions nationales et internationales à élaborer des termes de référence pour le développement d'une méthodologie, les plans de prévention de risques (PPR) - testé dans les 8 quartiers prioritaires du Projet 16/6 (Annexe 5 - PPR).

Tous les efforts et méthodologies d'intégration des risques dans les zones urbaines ont démontré des réussites et des faiblesses et représente une initiative séparée sans une réelle coordination. Cette diversité reflète un manque de cohésion des acteurs qui ne favorise pas une réelle capitalisation d'expérience et la mise en place d'un outil national. Ce vide méthodologique a été identifié par les différents acteurs surtout dans un contexte où les bailleurs continuent à financer des projets de reconstruction et d'aménagement urbain.

Enfin, la coordination dans le domaine de la réduction des risques dans les zones urbaines a aussi été pointée comme un élément à renforcer. Ceci permet de favoriser l'adhésion mais également la cohérence des acteurs.

Pour ce qui est des parties prenantes, il convient de noter:

Au niveau du gouvernement national (Annexe 6): Le Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics; le Centre National de l'Information Géospatiale; le Comité Interministériel pour l'Aménagement du Territoire et la Direction de l'Aménagement du Territoire du ministère de la planification; et le Système National de Gestion des Risques et Désastres et son bras technique le Secrétariat Permanent à la Gestion des Risques et Désastres.

Au niveau du gouvernement déconcentré: Les mairies; les organisations d'exécution des projets - incluant les ONG; et les communautés.

Au niveau international : La Banque Mondiale, le PNUD; et les bailleurs de fonds (tel qu'ECHO) et les autres bailleurs impliqués dans le développement urbain.

2.3 Summarise findings of the assessment (include full report in annex, if relevant) and link these to the Action

Comme mentionné ci-dessus, il y a un manque de coordination formelle mais surtout une absence de données qui ne sont pas basées sur les

Comme mentionné ci-dessus, il n'y a pas eu d'évaluation formelle mais plutôt une analyse des besoins qui se base sur les expériences du PNUD et de ses partenaires dans le domaine de la réduction des risques dans les zones urbaines. Les résultats de ces réflexions sont les suivants :

(i) Jusqu'à présent, les projets de reconstruction et de développement urbain n'ont pas tous intégré la réduction des risques dans leurs considérations. En d'autres termes, la réduction des risques n'est pas prise en compte de façon systématique dans l'aménagement urbain. Il y'a donc une véritable nécessité d'appuyer le Gouvernement à réaliser un plaidoyer dans ce domaine et accroître la prise de conscience sur l'importance de la réduction des risques urbains ;

(ii) En ce qui concerne les projets ayant intégré la réduction des risques urbains, ceux-ci n'ont pas toujours inclus la participation des autorités haïtiennes pertinentes. Du côté de ces dernières, en raison d'un manque de capacités institutionnelles, il n'y a pas eu de suivi et de synthèse des différentes initiatives pour produire au final un modèle national de réduction des risques urbains faisant office de politique, stratégie et méthodologie du gouvernement. A ce niveau-ci et comme justifié ci-dessus (2.2), il y'a donc une réelle demande institutionnelle ;

(iii) Par ailleurs, les différentes méthodologies utilisent une approche diversifiée d'intégration de la réduction des risques urbains et le problème est qu'il n'existe pas de leçons apprises entre celles-ci. Certaines revêtent une approche scientifique ne prenant pas en compte les considérations des communautés, incluant les plus vulnérables. Il est donc pertinent d'élaborer une méthodologie nationale faisant une compilation entre les différentes approches afin de réunir les aspects techniques et scientifiques mais également ceux relatifs à la prise en compte des individus et des personnes à besoins spécifiques. Par ailleurs, dans une perspective intégrée de réduction des risques urbains, il est primordial de disposer d'une méthodologie nationale pouvant être appliquée à l'échelle des quartiers, des communes et des villes. En faisant référence aux mêmes composantes, impératifs, priorités, celle-ci va renforcer indéniablement la réduction des risques en milieu urbain et diminuer ainsi l'impact des catastrophes sur les communautés;

(iv) L'Union européenne finance une panoplie de projets de réduction des risques urbains à hauteur de 23 millions d'Euro et mis en oeuvre par des ONGs. Tel qu'expliqué ci-dessus, celles-ci n'appliquent pas les mêmes approches d'analyse ou de réduction des risques urbains. La plus value de cette proposition de projet réside d'une part, dans le fait de produire conjointement avec les acteurs institutionnels et/ou de terrain une méthodologie harmonisée et intégrée, basée sur une analyse des paramètres à prendre en compte et des leçons apprises de ce qui fonctionne effectivement dans la réduction des risques afin de mieux préparer les quartiers et leurs communautés aux catastrophes ; et d'autre part dans l'appui technique qui va être délivré aux différents acteurs (ex. : UCLBP, mairies, ONG) pour l'appropriation et l'utilisation de cette méthodologie;

Merci de consulter l'annexe relative au texte complet sur l'évaluation des besoins pour la suite du texte (Annexe 7).

* **The tables (if necessary) must be annexed.**

Tables with additional information

2.4 [INT] If changes in needs assessment at intermediate report stage, please explain

2.5 [FIN] If changes in needs assessment after intermediate report, please explain

3. HUMANITARIAN ORGANISATION IN THE AREA OF INTERVENTION

3.1 Humanitarian Organisation's presence in the area of intervention

brief overview of strategy and current or recent activities in the country

Dans le cadre du Plan d'Action du Programme de pays signé entre le Gouvernement d'Haïti et le PNUD pour la période 2013-2016 (Annexe 8), le PNUD appuie les autorités gouvernementales nationales et décentralisées dans une série de domaines tels que la réduction des vulnérabilités environnementales et le développement des potentialités écologiques ; la

domaines tels que la réduction des vulnérabilités environnementales et le développement des potentialités écologiques, le relèvement et la lutte contre la pauvreté ; la gouvernance politique et administrative ; la mise en oeuvre du Cadre de coordination de l'aide externe (CAED) ; l'Etat de droit ; la lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose ainsi que la réduction des risques et désastres.

Dans le domaine de la gestion des risques et désastres, le PNUD poursuit les axes de travail suivants :

(i) Appui depuis plus de 12 ans au Système national de gestion des risques et désastres et à la Direction de la Protection Civile (DPC). Ce partenariat s'est effectué au travers de son Programme d'Appui au Système National de Gestion des Risques et Désastres (PASNGRD) - modelé sur le Cadre d'Action de HyMgo (CAH). C'est notamment dans le cadre de ce programme que se déroule l'analyse des capacités de préparation et de réponse financée par ECHO (Réf.: ECHO/HTI/BUD/2012/91018). Par ailleurs, les relations de travail mises en place avec les institutions nationales dans le cadre de ce programme serviront pour le développement des activités entreprises dans le cadre de cette proposition. ;

(ii) Mitigation pour la préparation aux désastres et la réduction des risques ; et

(iii) Atténuation des risques liées aux impacts du changement climatique sur les vulnérabilités ; les risques et les désastres en Haïti.

Les fiches des différents projets peuvent être consultées en pièce jointe.

En ce qui concerne le domaine du développement urbain et de la réduction des risques, les actions suivantes ont été menées :

(i) Aspect stratégique - Le développement d'une stratégie globale de réduction du risque sismique et le renforcement des institutions impliquées dans ce secteur. Cela a notamment abouti à la création de l'Unité technique de sismologie du Bureau des mines et de l'énergie (BME) qui assure la surveillance de la menace sismique ;

(ii) Aspect technique visant le risque urbain de façon spécifique - L'initiative PPR. Le PNUD a travaillé avec l'UCLBP et le Ministère de la Planification pour développer cette méthodologie de plan de prévention des risques (PPR) de façon pilote dans le cadre du projet 16/6 dirigé par l'UCLBP. L'objectif est d'inclure la réduction des risques naturels dans les schémas d'aménagement urbains définis par le projet ;

(iii) Aspect technique visant l'intégration du risque sismique (microzonage) dans l'aménagement du territoire. Ce projet se fait au travers du MPCE ; et

(iv) Aspect pratique- Le projet Plan Nord. L'objectif général de ce projet est de réduire la vulnérabilité des départements du Nord-est, Nord, et Nord-Ouest face à la menace sismique en renforçant la résilience des infrastructures et des populations dans le but de minimiser les pertes économiques et en vies humaines.

3.2 Actions currently on-going and funding requests submitted to other donors (including other EC services) in the same area of intervention - indicate how overlap and double funding would be avoided

Cette proposition sera portée par l'Unité de gestion des risques et désastres (GRD) du PNUD en étroite consultation avec l'Unité de Réduction de la pauvreté et de relèvement et l'équipe du PNUD mis à la disposition de l'ULCBP. L'Unité GRD se base sur deux grands projets, le Programme d'Appui au Système de Gestion des Risques et Désastres (PASNGRD) et le Plan de prévention séisme pour le Grand Nord.

Le PASNGRD a disposé du financement des bailleurs suivants:

(a) ECHO (Référence: ECHO/HTI/BUD/2012/91018) pour la préparation et la réponse aux désastres en se focalisant sur deux axes d'intervention : l'analyse des capacités du SNGRD et le renforcement de la coordination des activités de gestion des risques et désastres. En ce qui concerne l'analyse des capacités, celle-ci est en très bonne voie et rencontre l'intérêt et l'implication de tous les partenaires sollicités. Les premiers résultats de l'analyse seront présentés vers la fin du mois de mars 2013 ;

(b) OFDA - Il y a un financement en cours sur les aspects de renforcement des capacités de préparation et réponse de la DPC ;

(c) Gouvernement de la Norvège - sur la préparation et réponse aux crises ;

(d) Croix rouge Chypre - pour une analyse d'un Centre d'opérations d'appel national ; et

(e) PNUD - sur des thèmes transversaux

Il y a trois autres demandes de financement actuellement en cours :

(a) Une proposition a été soumise au GFDRR mais jusqu'à présent il n'y a aucune indication de financement ; et

(b) Une proposition va être soumise à l'Union européenne dans le cadre de l'ISF.

Le PASNGRD s'élevait à un budget annuel en 2012 de 3,5 millions USD.

Le second projet, le Plan de prévention séisme pour le Grand Nord, se déroule sur une période de 3 ans, ayant débuté en juillet 2011 et couvre 9,960 millions USD.

L'autre projet du PNUD pertinent pour ce projet est le « Projet 16 quartiers, 6 camps (16/6) », mise en oeuvre avec d'autres partenaires et visant la réhabilitation de 16 quartiers pour améliorer les conditions de vie à travers la participation communautaire. Ce projet s'étend de septembre 2011 à septembre 2013 avec un budget annuel de 7,025,877 USD.

En termes de chevauchement des financements, il convient de noter qu'il n'existe pas de duplication entre ce projet et le projet en cours financé par ECHO. Ce dernier vise la coordination de façon générale, ainsi que celle relative au travail du SNGRD avec les ONG. Alors que cette proposition de projet répond à un besoin spécifique dans le domaine du risque urbain et vise une coordination entre des acteurs institutionnels et des partenaires ciblés intervenant dans le domaine de la reconstruction et de l'aménagement urbain.

3.3 [FIN] List other actions carried out by the humanitarian organisation or its implementing partners in the same period in that area of intervention and how risks for double funding were avoided

4. OPERATIONAL FRAMEWORK

4.1 Exact location of the Action (include map of action location)

<u>world area</u>	<u>country</u>	<u>region</u>	<u>location*</u>
America	Haiti	tout le territoire	tout le territoire

Map of action location (reference)

Voir carte en annexe 9.

4.2 Beneficiaries

4.2.1 Total number of direct beneficiaries

Total number 730

Total number [INT] 0

Total number [FIN] 0

Comments

Une analyse des mécanismes des acteurs existants (**Activité 2-Resultat 1**), est en cours de réalisation. Elle permettra d'identifier et de définir de façon étendue et détaillée les lignes de base et répondre aux besoins spécifiques en formation et renforcement des capacités attendus par ces différents acteurs (pré-identifiés ci-avant). Ainsi, la mise en place de cette enquête approfondis de terrain nous permet de nous passer l'enquête KAP du début de projet qui fait doublon avec une activité importante intrinsèque au projet.

Cependant, une enquête KAP simplifiée sera organisée en fin de projet afin de déterminer la situation initiale et aux termes du projet et l'impact réel sur les bénéficiaires directs des activités de ce projet.

Tables with additional information

4.2.2 Status of the direct beneficiaries* (multiple options possible)

- IDPs
- Refugees
- Returnees
- Local population
- Others e.g. for Grant Facility, Capacity building, etc.

4.2.3 Specificities of direct beneficiaries (please elaborate according to SF guidelines)

Les bénéficiaires comprennent : (i) les cadres travaillant dans la réduction des risques dans les zones urbains ; et (ii) et les bénéficiaires de la politique nationale de logement. En termes directs, il s'agit des institutions/groupes suivants:

- le personnel de l'Unité de construction de logements et bâtiments publics (UCLBP) - TOTAL: 10
 - le personnel du CIAT - TOTAL: 3
 - le personnel du CNGIS - TOTAL: 3
 - le personnel du LNBTP - TOTAL: 3
 - le personnel du MTPTC - TOTAL : 3
 - les membres du Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et Désastres (21) (SPGRD) ainsi que de leurs 5 cadres d'appui - TOTAL : 26 ;
 - le Ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales, à savoir le Ministre, trois membres de son cabinet, et trois membres de la DPC - TOTAL: 7
 - les mairies - 10 membres par commune pour les comités communaux de protection civile - pour 7 communes de Port-au-Prince (CCPC) - TOTAL: 70;
 - les professionnels de la GRD (ONG, Projets d'appui) et les acteurs impliqués dans le Projet 16/6 (ONU, ONG): TOTAL : 300;
 - les organisations communautaires de base des communes identifiées comme les plus affectées par le séisme dans le Projet 16/6 du gouvernement - TOTAL : 300 et
 - les principaux bailleurs existants et au moins 2 nouveaux partenaires potentiels - TOTAL: 5.
- Au total:730 personnes du système national de gestion des risques et désastres.

4.2.4 Direct beneficiary identification mechanisms and criteria

Les critères d'identification ont été faits à quatre niveaux :

(i) Autorités nationales - Les bénéficiaires directs sont les cadres de la réduction des risques et de l'intégration de celle-ci dans l'aménagement urbain et la reconstruction. Principalement, ce sont tous les acteurs étatiques impliqués dans le Projet 16/6. Parmi ceux-ci, on retrouve les cadres de l'UCLBP, du CIAT, du LNBTP, du CIAT, de la Primature, du MICT et du MTPTC. Les comités de protection civile communaux sont également des bénéficiaires directs car les projets mis en place et utilisant la méthodologie nationale se baseront directement sur la participation des maires et des comités communaux ;

(ii) Acteurs de terrain - il s'agit de tous les partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux

Impliqués dans les projets d'aménagement urbain et de reconstruction. Ceci inclut également les organisations communautaires de base ; et

(iii) au niveau des bailleurs, afin d'obtenir un appui pour l'application de cette méthodologie dans les prochains projets de réduction des risques.

Par ailleurs, les cadres des autres projets du PNUD ainsi que des programmes d'appui au SNGRD (Banque Mondiale, USDAI/OFDA) bénéficieront également de cette méthodologie.

4.2.5 Describe to what extent and how the direct beneficiaries were involved in the design of the Action

Comme cela a été mentionné, ce projet fait suite à plusieurs rencontres et ateliers entre les institutions nationales et internationales. L'idée d'une nécessité de développement et validation d'une méthodologie nationale pour la réduction des risques urbains a été agréée par tous et s'inscrit donc dans une requête formulée par les principales institutions nationales concernées, telles que l'UCLBP.

Par ailleurs, la conception s'appuie aussi sur des discussions avec les partenaires du PNUD (dans le Projet 16/6) et de l'UCLBP. Elle se base sur les expériences passées, les leçons retenues et les priorités identifiées par les institutions nationales en matière de réduction des risques en milieu urbain en Haïti. La vulnérabilité des populations en milieu urbain a également été prise en compte pour l'élaboration de cette proposition.

Enfin, le développement de l'évaluation des standards existants (Résultat 1) ainsi que les outils de formation seront réalisés en consultation et collaboration étroite avec les principaux partenaires intervenant dans le domaine.

4.2.6 Other potential beneficiaries (indirect, "catchment", etc.)

Number of other potential beneficiaries 2.500.000

Comment

Agreement number: ECHO/DIP/BUD/2013/94004

Il s'agit de la population pointée vivant dans les communes les plus affectées de Port-au-Prince et identifiée dans le Projet 16/6 du Gouvernement.

4.2.7 Direct beneficiaries per sector *

Comments

- UCLBP : 10
 - CIAT : 3
 - CNGIS : 3
 - LNBTP : 3
 - MTPTC: 3
 - SPGRD: 26
 - MIT: 7
 - CCPC : 70
 - Autres acteurs de la GRD (ONG, Projets d'appui): 300;
 - OCB: 300;
 - Bailleurs : 5

Sector name	Number of beneficiaries per sector		
	Target	[INT]	[FIN]
Disaster Risk Reduction / Disaster Preparedness	730	0	0

4.2.8 [INT] In case of changes, please explain

4.2.9 [FIN] In case of changes, please explain

4.2.10 [FIN] Estimate per type of beneficiaries (in %)

Women

0

Men

0

Infants less than 5

0

Children less than 18

0

Elderly more than 50

0

4. OPERATIONAL FRAMEWORK

4.3.1 OPERATIONAL OVERVIEW OF THE ACTION : Logical framework

Title of the Action :

Principal objective :

Intervention logic	Objectively verifiable indicators	Sources of verification
Specific objective La réduction des risques et la préparation aux desastres dans les zones urbaines est effectivement intégrée à travers une méthodologie nationale agréée par les acteurs intervenant dans les processus de reconstruction.	Indicator (1) Un document de méthodologie nationale pour le renforcement de la préparation et réponse aux désastres et la réduction des risques dans les zones urbaines est élaboré, avec des recommandations target value : <input type="text"/>	Sources of verification (1) Document de méthodologie; document des recommandations; compte rendu de l'atelier de validation.
	Indicator (2) L'UCLBP et 2 Comités communaux de protection civile de la zone métropolitaine de PaP ont l'expertise technique d'intégrer la réduction des risques dans les processus de reconstruction. target value : <input type="text" value="3 institutions"/>	Sources of verification (2) Module de formation; calendrier de formation durant la période du projet; évaluations et rapports de formation; nombre de personnes ayant suivies les formations; nombre de certificats délivrés.
	Indicator (3) Les acteurs clés de la reconstruction ont une approche harmonisée sur l'intégration de la réduction des risques dans les processus de reconstruction. target value : <input type="text" value="70%"/>	Sources of verification (3) Termes de référence du groupe de travail sur la réduction des risques urbains; comptes rendus des rencontres; liste des acteurs impliqués; ordre du jour des rencontres; stratégie de plaidoyer.
Result (1) Une méthodologie nationale contribue au renforcement de la réduction des risques dans les processus de reconstruction.	Indicator (1) Un document de méthodologie nationale pour la réduction des risques dans les zones urbaines est élaboré avec des recommandations pour sa mise en oeuvre systématique dans la planification urbaine Target value : <input type="text"/>	Sources of verification (1) Document de méthodologie; document des recommandations; compte rendu de l'atelier de validation.
	Indicator (2) La méthodologie nationale est intégrée dans les politiques de l'UCLBP. Target value : <input type="text" value="65%"/>	Sources of verification (2) Plan d'action; une liste des politiques identifiées; évaluation des politiques de l'UCLBP en fin de projet.
	Indicator (3) Les acteurs de la reconstruction ont une approche harmonisée à travers un mécanisme de coordination. Target value : <input type="text" value="70%"/>	Sources of verification (3) Termes de référence du groupe de travail; compte rendus des rencontres; Liste des acteurs impliqués; ordre du jour des rencontres; enquête de satisfaction.

Assumptions and Risks

Les institutions nationales et internationales impliquées ont la volonté de travailler ensemble.
 Manque d'implications des institutions en charge de l'aménagement urbain et de la reconstruction.
 Instabilité politique.
 Nouvelle crise humanitaire.

<p>Indicator (4)</p> <p>La méthodologie nationale intègre les vulnérabilités spécifiques des différents groupes de population dans les mécanismes de réduction des risques.</p> <p>Target value : <input type="text"/></p>	<p>Sources of verification (4)</p> <p>Evaluation de la méthodologie sur cette prise en compte</p>
--	--

Result (2)

La méthodologie nationale est appliquée dans les processus de reconstruction.

<p>Indicator (1)</p> <p>Les acteurs de la reconstruction appliquent la méthodologie nationale.</p> <p>Target value : <input type="text" value="60%"/></p>	<p>Sources of verification (1)</p> <p>Module de formation; calendrier de formations durant la période du projet; liste des acteurs ayant recus le module; formulaire d'interview; rapports d'évaluation</p>
---	--

<p>Indicator (2)</p> <p>Les techniciens de l'UCLBP appliquent la méthodologie nationale.</p> <p>Target value : <input type="text" value="80%"/></p>	<p>Sources of verification (2)</p> <p>Rapport de formation; nombre de personnes ayant suivis les formations; nombre de certificats délivrés.</p>
---	---

Activity (1-1)
Evaluation des méthodologies existantes

Activity (1-2)
Analyse des mécanismes et des acteurs existants

Activity (1-3)
Développement d'une méthodologie nationale standardisée avec un document de recommandations

Activity (2-1)
Plaidoyer

Activity (2-2)
Appui technique

Activity (2-3)
Formation et processus d'accompagnement

Pre-conditions :
La situation politique, humanitaire et sécuritaire du pays reste stable.
Il y a un intérêt du niveau politique pour la réduction des risques dans les zones urbaines.

4.3.2.1 Specific Objective

Specific Objective

La réduction des risques et la préparation aux desastres dans les zones urbaines est effectivement intégrée à travers une méthodologie nationale agréée par les acteurs intervenant dans les processus de reconstruction.

Detailed description

Le séisme de 2010 a démontré la vulnérabilité extrême à laquelle sont confrontées les villes haïtiennes. L'impact en termes humains, économiques et d'infrastructures a été colossal. Suite à ce désastre, le gouvernement et ses partenaires de terrain ont tous voulu intégrer le renforcement de la préparation et de la réponse aux désastres ainsi que la réduction du risque dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain. Néanmoins, plusieurs problèmes sont rapidement apparus :

- (i) Jusqu'à présent, les projets de reconstruction et de développement urbain n'ont pas tous intégré la réduction des risques dans leurs considérations. En d'autres termes, la réduction des risques n'a pas été prise en compte de façon systématique dans l'aménagement urbain.
- (ii) Les différentes initiatives de renforcement de la préparation et de la réponse aux désastres et de la réduction des risques dans les zones urbaines étaient diverses dans leur méthodologie, leur approche avec la contre partie nationale et leur processus de mise en oeuvre ;
- (iii) Il n'existait pas de capacités institutionnelles afin de centraliser et synthétiser les différentes méthodologies et promouvoir un outil national systématisant l'intégration de la réduction des risques urbains ;
- (iv) Il n'y a pas eu de leçons apprises entre les différentes méthodologies afin de comparer leurs forces et faiblesses et maximiser ainsi l'impact sur la résilience aux catastrophes et la réduction des risques pour les communautés ; et
- (v) Enfin, même dans un contexte de fluctuation méthodologique, aucune approche standardisée ne fournissait de mécanismes et d'outils clairs pour le renforcement des institutions nationales.

Cette situation a empêché une réelle capitalisation et harmonisation des pratiques et le développement d'un outil conjoint d'intégration de la réduction des risques dans les zones urbaines ainsi qu'un transfert effectif de l'expertise et des techniques vers les institutions nationales.

Pour contrer cette réalité, il est proposé dans ce projet de poursuivre les activités suivantes :

- (i) Une évaluation des méthodologies existants de renforcement de la préparation et de la réponse aux désastres ainsi que de réduction des risques dans les zones urbaines - incluant une identification des acteurs, des mécanismes et un processus de leçons apprises ;
 - (ii) Parallèlement à cette évaluation, la mise sur pied d'un groupe de travail sur la réduction des risques urbains. Ce groupe permettra de renforcer la coordination des acteurs impliqués dans la réduction des risques dans les zones urbaines ;
 - (iii) Le développement d'une méthodologie nationale pour le renforcement de la préparation et de la réponse aux désastres et la réduction des risques dans les zones urbaines ;
 - (iv) La mise en place d'une stratégie de plaidoyer avec le gouvernement afin de diffuser et appliquer cette méthodologie dans tous les projets d'aménagement urbain ;
 - (v) La définition d'une stratégie pour le renforcement des capacités des institutions pertinentes à l'utilisation de la méthodologie. Il s'agit de déterminer les acteurs pertinents, leurs faiblesses et d'établir une stratégie de renforcement ciblée sur toute la durée du projet après la définition de la méthodologie;
- (...) Merci de consulter la suite du texte dans l'Annexe 7.

Intermediate report comment**Final report comment**

Indicator (1/3)**Short description**

Un document de méthodologie nationale pour le renforcement de la préparation et réponse aux désastres et la réduction des risques dans les zones urbaines est élaboré, avec des recommandations

Sources of verification

Document de méthodologie; document des recommandations; compte rendu de l'atelier de validation.

Target value**Intermediate value****Final value****Detailed description**

Dans le domaine de la reconstruction et de l'aménagement urbain, depuis 2010, les différentes initiatives de reconstruction et d'aménagement urbain n'ont pas toutes intégrées la réduction des risques. Celles qui l'ont faites ont été mises en place par différents partenaires nationaux et internationaux de façon séparée, sans un échange en termes de bonnes pratiques et de faiblesses sur les projets réalisés. Certaines initiatives ont fait leur preuve et rencontré un certain succès dans leur application, notamment dans le cadre du Projet 16/6 avec les plans de réduction des risques (PPR).

Dans un pays où la vulnérabilité en milieu urbain est très élevée, il est important d'instaurer une méthodologie nationale standardisée permettant une harmonisation des différentes méthodologies existantes et le développement de recommandations claires.

Importance de cet indicateur :

Cet indicateur est la base du projet car il consiste à institutionnaliser une méthodologie permettant ;

i) L'intégration de la réduction des risques urbains dans les projets d'aménagement. Dans ce contexte, la méthodologie servira aux différents projets financés par ECHO dans ce domaine, tels que ceux soutenus par les ONGs et mis en oeuvre directement au niveau des communes. Il y'a donc au travers de ce projet et de cet indicateur la production d'un outil méthodologique servant de base à un appui technique que le PNUD fournirait aux différents acteurs conjointement avec les institutions nationales pertinentes ;

(ii) Le renforcement de la préparation aux catastrophes au niveau des communes. En milieu urbain, il est un fait que l'impact des catastrophes est encore plus élevé lorsque ces dernières sont combinées entre autres avec une densité élevée de la population, un faible aménagement du territoire et la dégradation de l'environnement. Tous ces éléments se retrouvent dans plusieurs communes urbaines d'Haïti. En renforçant l'intégration de la réduction des risques urbains dans les projets d'aménagement et en travaillant conjointement avec les autorités communales et les différents groupes de population - en particulier ceux à besoins spécifiques (ex. : organisations de prise en charge des personnes handicapées durant les catastrophes) - cette méthodologie permettra véritablement de préparer davantage les communes aux catastrophes, en mettant en place des plans intégrés de réduction des risques; et

(iii) L'appropriation par le gouvernement d'une méthodologie claire pour ses projets ainsi que ceux de ses partenaires.

Processus de développement de la méthodologie:

i) Analyse des différentes méthodologies existantes d'intégration de la réduction des risques dans les zones urbaines;

(ii) Etude des différents acteurs impliqués dans la reconstruction, l'aménagement urbain, et la réduction des risques - du niveau national au niveau communal ;

iii) Etude des différents mécanismes dans ces domaines ;

iv) Développement d'une méthodologie nationale basée sur les études citées ci-dessus. Ceci permettra une capitalisation et une harmonisation des bonnes pratiques ; et

iv) Elaboration de recommandations - conciliant les bonnes pratiques au contexte haïtien afin de définir le schéma le plus effectif et réaliste pour l'application de cette méthodologie ; et

v) Proposition de la méthodologie nationale et des recommandations au Gouvernement pour validation. Ceci se fera dans le cadre d'un atelier national de validation.

Intermediate report comment**Final report comment****Indicator (2/3)****Short description****Sources of verification**

L'UCLBP et 2 Comités communaux de protection civile de la zone métropolitaine de PaP ont l'expertise technique d'intégrer la réduction des risques dans les processus de reconstruction.

Module de formation; calendrier de formation durant la période du projet; évaluations et rapports de formation; nombre de personnes ayant suivies les formations; nombre de certificats délivrés.

Target value 3 institutions

Intermediate value

Final value

Detailed description

Cet indicateur a pour objectif le renforcement de l'expertise technique d'une institution nationale, l'UCLBP, et de deux institutions au niveau communal - en fonction des acteurs de la reconstruction et des opportunités avec les Comités communaux de protection civile, deux seront renforcés. Le renforcement de cette expertise technique se fera au travers de formations. Celles-ci vont se baser sur l'élaboration d'un module qui servira de socle pour l'appropriation de la méthodologie par ces trois institutions. Elles permettront un objectif de durabilité et participeront à la stratégie de sortie de ce projet.

Outil : Module de formation

A coté du document de méthodologie nationale et de la stratégie associée pour le renforcement des capacités des institutions nationales, il est nécessaire de développer un module de formation afin de pouvoir utiliser cette méthodologie. C'est notamment ce module qui va permettre d'appuyer la stratégie de renforcement des capacités des institutions nationales. Sur base de ce module, des formations pourront être réalisées. Par ailleurs, ce module permettra aux acteurs d'utiliser l'analyse des risques pour élaborer des plans d'évacuation, d'alerte, et de sauvegarde.

Objectif de durabilité

Ces formations permettront d'assurer la durabilité du projet car elles seront délivrées aux institutions en charge de la reconstruction et de l'aménagement urbain qui pourront utiliser la méthodologie. Par ailleurs, les formations pourront également être données à tous les partenaires de mise en oeuvre de ces institutions et intervenant dans le milieu urbain au niveau communal. Il s'agit donc d'un outil qui perdurera à la fin de la période du projet. Les formations sur base de ce module pourront être répliquées à tous les échelons territoriaux pour la vulgarisation de la méthodologie et sa mise en oeuvre dans les milieux urbains.

Enfin, en formant trois institutions clés - une nationale et deux communales - intervenant dans les processus de reconstruction ; il s'agit véritablement de démontrer la pertinence et l'utilité de la méthodologie à tous les niveaux. Par ailleurs, ceci va permettre de démontrer que ces institutions, une fois formées, agissent de façon autonome sur la mise en oeuvre de la méthodologie.

Intermediate report comment

Final report comment

Indicator (3/3)

Short description

Les acteurs clés de la reconstruction ont une approche harmonisée sur l'intégration de la réduction des risques dans les processus de reconstruction.

Sources of verification

Termes de référence du groupe de travail sur la réduction des risques urbains; comptes rendus des rencontres; liste des acteurs impliqués; ordre du jour des rencontres; stratégie de plaidoyer.

Target value 70%

Intermediate value

Final value

Detailed description

Cet indicateur se réalisera principalement au travers des rencontres du groupe de travail sur la réduction des risques urbains qui sera mis en place. Ce groupe sera composé d'acteurs nationaux et internationaux, gouvernementaux et non-gouvernementaux.

Ce groupe servira véritablement de moteur à ce projet. Il permettra de porter l'évaluation et les différentes analyses; de partager les informations entre les différents acteurs ; de mettre sur pied la méthodologie harmonisée et de la diffuser ensuite aux différents acteurs ainsi qu'aux partenaires des membres du groupe. Ainsi, ce groupe permettra aux acteurs clés de la reconstruction d'adopter et diffuser une approche harmonisée sur l'intégration de la réduction des risques dans les processus de reconstruction.

Par ailleurs, ce groupe servira au Gouvernement afin d'élaborer et de mettre en oeuvre une stratégie de plaidoyer auprès des différents partenaires et acteurs. Cette stratégie aura pour objectif de diffuser la méthodologie ainsi que d'appuyer sa mise en application dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain.

Enfin, de façon générale, le groupe de travail visera le renforcement de la coordination dans le domaine de la réduction des risques dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain. Il permettra aux différents acteurs de partager leur agenda, leurs priorités et leurs interventions afin de maximiser les projets et les initiatives.

Intermediate report comment

Final report comment

4. OPERATIONAL FRAMEWORK

4.3.2.2 MORE DETAILED INFORMATION PER RESULT - Result (1)

Details**Result's short description**

Une méthodologie nationale contribue au renforcement de la réduction des risques dans les processus de reconstruction.

Total amount 404.000,00 €

[INT] Total amount 0,00 €

[FIN] Total amount 0,00 €

Sector Disaster Risk Reduction / Disaster Preparedness

Sub-sectors Local disaster management components
Institutional linkages and advocacy

Number of beneficiaries 730

Intermediate number of ben. 0

Final actual number 0

Status of beneficiaries IDP Population Refugees Returnees Others

Detailed description

Suite à ce désastre de janvier 2010, le gouvernement et ses partenaires nationaux et internationaux ont tous voulu intégrer la réduction du risque dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain. Néanmoins, deux problèmes sont rapidement apparus dans cette intégration :

(i) La diversité entre les méthodologies d'intégration de la réduction des risques dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain en termes de composantes, d'approche avec la contrepartie nationale et de processus de mise en oeuvre ; et

(ii) L'absence de mécanismes et d'outils clairs pour le renforcement des institutions nationales dans le domaine de la réduction du risque dans les zones urbaines.

Cette situation a empêché une réelle capitalisation et une harmonisation des pratiques à la base du développement d'un outil conjoint de réduction des risques dans les zones urbaines ainsi qu'un transfert effectif de l'expertise et des techniques vers les institutions nationales travaillant dans la reconstruction et l'aménagement urbain.

Actuellement, les bailleurs continuent à financer les projets de reconstruction et d'aménagement urbain. Chacun de ces projets fait appel à des standards différents. Le risque est que sans le développement d'une méthodologie nationale, chacun des projets financés va développer sa propre méthodologie ; créant ainsi une diversité technique qui ne pourra pas être canalisée et transférer aux autorités nationales pertinentes.

Pour éviter la multitude des standards et renforcer les capacités des institutions nationales, il est proposé dans ce résultat de poursuivre les activités suivantes :

(i) Une évaluation des méthodologies existantes de réduction des risques dans les zones urbaines - incluant une identification des acteurs, des mécanismes - comme ceux relatifs à l'intégration des vulnérabilités des groupes de population ;

(ii) Le développement d'une méthodologie nationale pour la réduction des risques dans les zones urbaines ;

(iii) La réalisation d'un atelier de validation de la méthodologie nationale par le gouvernement

(iv) La définition d'une stratégie pour le renforcement des capacités des institutions pertinentes à l'utilisation de la méthodologie ; et

(v) La mise sur pied d'un groupe de travail sur la réduction des risques urbains. Ce groupe permettra de renforcer la coordination des acteurs impliqués dans la réduction des risques dans les zones urbaines. Il sera également le coeur de la stratégie du Gouvernement envers les acteurs pour l'application de la méthodologie nationale.

Final report comment

Objectively verifiable indicators**Indicator (1/4)**

Short description	Sources of verification
<p>Un document de méthodologie nationale pour la réduction des risques dans les zones urbaines est élaboré avec des recommandations pour sa mise en oeuvre systématique dans la planification urbaine</p>	<p>Document de méthodologie; document des recommandations; compte rendu de l'atelier de validation.</p>
<p>Target value <input type="text"/></p>	
<p>Intermediate value <input type="text"/></p>	
<p>Final value <input type="text"/></p>	
Detailed description	
<p>Dans le domaine de la reconstruction et de l'aménagement urbain, depuis 2010, les différentes initiatives de reconstruction et d'aménagement urbain n'ont pas toutes intégrées la réduction des risques. Celles qui l'ont faites ont été mises en place par différents partenaires nationaux et internationaux de façon séparée, sans un échange en termes de bonnes pratiques et de faiblesses sur les projets réalisés. Certaines initiatives ont fait leur preuve et rencontré un certain succès dans leur application, notamment dans le cadre du Projet 16/6 avec les plans de réduction des risques (PPR).</p> <p>Dans un pays où la vulnérabilité en milieu urbain est très élevée, il est important d'instaurer une méthodologie nationale standardisée permettant une harmonisation des différentes méthodologies existantes et le développement de recommandations claires.</p> <p>Importance de cet indicateur :</p> <p>Cet indicateur est la base du projet car il consiste à institutionnaliser une méthodologie permettant:</p> <p>i) L'intégration de la réduction des risques urbains dans les projets de reconstruction. Dans ce contexte, la méthodologie servira aux différents projets financés par ECHO dans ce domaine, tels que ceux soutenus par les ONGs et mis en oeuvre directement au niveau des communes. Il y'a donc au travers de ce projet et de cet indicateur la production d'un outil méthodologique servant de base à un appui technique que le PNUD fournirait aux différents acteurs conjointement avec les institutions nationales pertinentes ;</p> <p>(ii) Le renforcement de la préparation aux catastrophes au niveau des communes. En milieu urbain, il est un fait que l'impact des catastrophes est encore plus élevé lorsque ces dernières sont combinées entre autres avec une densité élevée de la population, un faible aménagement du territoire et la dégradation de l'environnement. Tous ces éléments se retrouvent dans plusieurs communes urbaines d'Haïti. En renforçant l'intégration de la réduction des risques urbains et en travaillant conjointement avec les autorités communales et les différents groupes de population - en particulier ceux à besoins spécifiques (ex. : organisations de prise en charge des personnes handicapées durant les catastrophes) - cette méthodologie permettra véritablement de préparer davantage les communes aux catastrophes, en mettant en place des plans intégrés de réduction des risques; et</p> <p>(iii) L'appropriation par le gouvernement d'une méthodologie claire.</p> <p>Processus de développement :</p> <p>i) Analyse des différentes méthodologies existantes d'intégration de la réduction des risques dans les zones urbaines;</p> <p>(ii) Etude des différents acteurs impliqués dans la reconstruction, l'aménagement urbain, et la réduction des risques - du niveau national au niveau communal ;</p> <p>iii) Etude des différents mécanismes dans ces domaines ;</p> <p>iv) Développement d'une méthodologie nationale basée sur les études citées ci-dessus. Ceci permettra une capitalisation et une harmonisation des bonnes pratiques ;</p> <p>iv) Elaboration de recommandations - conciliant les bonnes pratiques au contexte haïtien afin de définir le schéma le plus effectif et réaliste pour l'application de cette méthodologie ; et</p> <p>v) Proposition de cette méthodologie et de recommandations au Gouvernement pour validation.</p> <p>En début de projet, une étude de base sera réalisée afin de faire l'inventaire des différents projets de reconstruction. Celui-ci sera communiqué dès que possible à ECHO. A la fin du projet, une évaluation externe sera faite sur la mise en oeuvre par ces projets de la méthodologie nationale.</p>	
Intermediate report comment	
<input type="text"/>	
Final report comment	
<input type="text"/>	

Indicator (2/4)

Short description	Sources of verification
La méthodologie nationale est intégrée dans les politiques de l'UCLBP.	Plan d'action; une liste des politiques identifiées; évaluation des politiques de l'UCLBP en fin de projet.
Target value <input type="text" value="65%"/>	
Intermediate value <input type="text"/>	
Final value <input type="text"/>	
Detailed description	
<p>L'institution centrale pour l'application de cette méthodologie est l'UCLBP. Dans ce contexte, cet indicateur vise l'intégration et la prise en compte de cette méthodologie dans ses politiques. Ceci implique un processus basé sur les éléments suivants :</p> <p>(i) Identification des politiques pertinentes pour la mise en oeuvre de cette méthodologie ;</p> <p>(ii) Identification des besoins pour intégrer la méthodologie dans les politiques;</p> <p>(iii) Développement d'un plan d'action pour toute la durée du projet - basé sur un accompagnement; et</p> <p>(iv) Evaluation de l'UCLBP en fin de projet afin de déterminer l'évolution de cette intégration et prise en compte.</p> <p>Ce processus permettra véritablement de pousser l'UCLBP à l'utilisation et la vulgarisation de cette méthodologie. Cette étape est très importante car elle permet également de conférer une légitimité nationale à cet outil afin que tous les partenaires de l'UCLBP l'appliquent également.</p> <p>En début de projet, une étude de base sera réalisée afin de faire la liste des politiques de l'UCLBP et c'est sur cette base qu'à la fin du projet, une évaluation sera faite. La valeur cible de 65% sera prise sur base de cette liste. A l'heure actuelle, il convient de distinguer 3 politiques de l'UCLBP : logement/relocation ; nouveaux développements/aménagements ; et bâtiments publics. L'étude de base permettra de spécifier et distinguer de façon précise les différentes politiques.</p>	
Intermediate report comment	
<input type="text"/>	
Final report comment	
<input type="text"/>	

Indicator (3/4)

Short description	Sources of verification
Les acteurs de la reconstruction ont une approche harmonisée à travers un mécanisme de coordination.	Termes de référence du groupe de travail; compte rendus des rencontres; Liste des acteurs impliqués; ordre du jour des rencontres; enquête de satisfaction.
Target value <input type="text" value="70%"/>	
Intermediate value <input type="text"/>	
Final value <input type="text"/>	
Detailed description	
<p>La coordination dans ce projet passe par la mise en place d'un groupe de travail sur la réduction des risques urbains.</p> <p>Ce groupe sera composé d'acteurs nationaux et internationaux, gouvernementaux et non-gouvernementaux. Il servira véritablement de moteur à ce projet. Comme expliqué dans une autre section, il permettra de porter l'évaluation et les différentes analyses ; de partager les informations entre les différents acteurs ; de mettre sur pied la méthodologie harmonisée et de la diffuser ensuite aux différents acteurs ainsi qu'aux partenaires des membres du groupe. En diffusant la méthodologie, les acteurs du groupe feront la promotion d'une approche harmonisée.</p> <p>En termes de coordination, le groupe de travail permettra aux différents acteurs de partager leur agenda, leurs priorités et leurs interventions afin de maximiser les projets et les initiatives de reconstruction.</p> <p>En début de projet, une liste sera dressée des acteurs intervenant dans le groupe de travail sur la réduction des risques urbains. ECHO Haïti sera bien évidemment invité à ce groupe. A la fin du projet, une enquête de satisfaction sera réalisée auprès des acteurs - inclus dans cette liste - sur la coordination dont ils ont pu bénéficier dans le domaine de la réduction des risques urbains.</p> <p>Le mécanisme de coordination dont il est question va aussi permettre un plaidoyer à 2 niveaux:</p>	

(i) Pour l'application de la méthodologie nationale -

Ce volet est essentiel pour la mise en oeuvre de la méthodologie par les acteurs impliqués dans les projets de reconstruction. Au travers de la méthodologie et du module de formation, il s'agit de convaincre ces acteurs que l'outil national prend en compte toutes les approches qui ont été mises en place en les synthétisant et en développant une approche standardisée, applicable par tous.

(ii) Pour la réduction des risques urbains -

Comme mentionné dans d'autres sections, même après le tremblement de terre, les projets de reconstruction et d'aménagement urbain n'ont pas tous pris en considération la réduction des risques. Ceci pose vraiment un problème dans le contexte des villes haïtiennes où la densité de la population est assez élevée et les vulnérabilités sont très importantes. Le plaidoyer nécessité d'être fait du niveau national au niveau communal en se basant sur les expériences passées et les leçons apprises des dernières années en termes d'impact des désastres sur les villes et les populations afin qu'à tous les niveaux, il y ait une considération de la réduction des risques.

Acteurs concernés

(i) Les institutions nationales impliquées dans l'aménagement urbain. La plupart de celles-ci sont répertoriées comme bénéficiaires directs ;

(ii) Les institutions déconcentrées impliquées sur le terrain dans les projets d'aménagement urbain - les mairies ;

(iii) Les partenaires de mise en oeuvre des projets - telles que les ONG ;

(iv) Les communautés qui pourront répliquer - après une première participation par exemple au travers du projet d'une ONG - les recommandations de la méthodologie au niveau local et renforcer leurs préparations aux catastrophes. Dans les communautés, on dénombre aussi les groupes de personnes vulnérables. Leur intégration au niveau local dans la réduction des risques urbains est crucial pour la prise en compte de leurs vulnérabilités ; et

(v) Les bailleurs qui pourront avoir une perspective harmonisée de la réduction des risques urbains et opérer une sélection homogénéisée des projets financés.

Intermediate report comment

Final report comment

Indicator (4/4)

Short description

La méthodologie nationale intègre les vulnérabilités spécifiques des différents groupes de population dans les mécanismes de réduction des risques.

Sources of verification

Evaluation de la méthodologie sur cette prise en compte

Target value

Intermediate value

Final value

Detailed description

Dans une perspective d'approche intégrée de réduction des risques et de meilleure préparation aux désastres dans le milieu urbain, il est primordial d'intégrer la prise en compte des vulnérabilités spécifiques des différents groupes de population.

Groupes

(i) Personnes âgées de plus de 60 ans ;

(ii) Personnes en situation d'handicap ;

(iii) Enfants - par exemple, les enfants séparés ou non accompagnés lors des désastres représentent une grande vulnérabilité; et

(iv) Femmes - par exemple, les femmes enceintes ou allaitantes.

Mécanismes d'intégration de ces groupes dans la méthodologie

(i) Mettre en évidence l'importance d'adopter une approche participative dans la mise en oeuvre de la méthodologie par les acteurs (institutionnels et ONGs) ; et

(ii) Intégrer dans les discussions du groupe de travail sur la réduction des risques urbains une prise en compte systématique de la vulnérabilité spécifique de groupes de population - ceci dans toutes les étapes (évaluation des méthodologies existantes ; formulation de la méthodologie nationale, application de cette méthodologie).

Mécanisme de vérification

A la fin du projet, l'évaluation externe comportera une partie spécifique sur l'intégration des vulnérabilités spécifiques des groupes de population en mettant en évidence les éléments suivants :

(i) Moyens d'intégration ;

(ii) Groupes pris en compte (dans ce cas-ci, il s'agit des quatre groupes mentionnés ci-dessus) ; et

(iii) Impacts / Résultats - Dans la mesure du possible étant donné que les acteurs seront dans la phase préliminaire de mise en oeuvre de la méthodologie à la fin du projet. Cet élément peut néanmoins être illustré par un exemple concret d'acteur ayant mis en oeuvre la méthodologie et où un impact initial a pu être noté.

Intermediate report comment

Final report comment

Activities**Activity (1/8)**

Short description	
Evaluation des méthodologies existantes	Start date <input type="text" value="01/04/2013"/> End date <input type="text" value="31/05/2014"/>
Detailed description	
<p>Attention: HTML TABLES DETECTED - For original input, please refer to: HTML_Table_1.html</p> <p>Contexte</p> <p>Plusieurs méthodologies intègrent la prise en compte de la réduction des risques urbains et sont mis en oeuvre au niveau communal et dans les quartiers (ex.: projet 16/6 et projets de Croix Rouge) mais il n'existe pas de synthétisation des forces et faiblesses concernant l'approche et les composantes (ex. : prise en compte des personnes âgées) de ceux-ci.</p> <p>Dans le cadre de la mise en place du groupe de travail sur la réduction des risques urbains, plusieurs acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, nationaux et internationaux pourront se réunir afin de faire ce travail de partage d'information.</p> <p>Processus de l'évaluation</p> <p>(i) Rencontres avec les institutions nationales intervenant dans la réduction des risques urbains afin de dresser le bilan des méthodologies qu'elles appliquent elles-mêmes - en particulier depuis le séisme de 2010 ;</p> <p>(ii) Visites de terrain et rencontres avec les partenaires de mise en oeuvre - comme au niveau communal avec les initiatives des différentes ONGs ;</p> <p>(iii) Etude des différentes composantes prises en compte dans chaque méthodologie - telles que celles relatives à la participation des autorités locales, et des communautés</p> <p>(iv) Analyse des mécanismes d'intégration des vulnérabilités spécifiques des groupes de population - notamment celles relatives aux personnes âgées, aux personnes en situation d'handicap, aux enfants et aux femmes ;</p> <p>(v) Analyse participative : visites de terrains permettant de rencontrer les autorités locales et les groupes de personnes ayant pu bénéficier de certains mécanismes répertoriés afin d'avoir leur bilan des forces et faiblesses des méthodologies mises en place dans leur commune ;</p> <p>(vi) Compilation des différentes catégories d'informations recueillies et proposition sommaire d'un schéma de méthodologie au groupe de travail sur la réduction des risques urbains ; et</p> <p>(vii) Elaboration du document de méthodologie nationale - conjointement avec les partenaires du groupe de travail.</p> <p>Intermediate report comment</p> <p><input type="text"/></p> <p>Final report comment</p> <p><input type="text"/></p>	

Activity (2/8)

Short description	
Analyse des mécanismes et des acteurs existants	Start date <input type="text" value="01/04/2013"/> End date <input type="text" value="31/10/2014"/>
Detailed description	
<p>Cette activité va se faire durant la phase d'évaluation des standards existants. Elle figure en tant qu'activité spécifique de par son importance. En effet, quelque soit la méthodologie nationale qui sera mise en place, elle devra indéniablement s'appuyer sur un certain nombre de mécanismes existants et nécessitera d'être soutenue et véhiculée par tous les acteurs potentiels au niveau institutionnel et sur le terrain, au niveau des communes.</p> <p>En termes d'acteurs, ils sont en majorité cités comme les bénéficiaires directs de ce projet (voir section 4.2.3). Au sein de cette activité, il est primordial de comprendre le rôle et les fonctions de chacun dans le domaine de la réduction des risques urbains ainsi que de déterminer leur impact dans la diffusion et la mise en oeuvre de la méthodologie nationale.</p> <p>Enfin - et tel que mentionné dans l'activité 1 - dans le cadre de l'analyse des mécanismes, une attention particulière se fera sur ceux relatifs à l'intégration des vulnérabilités spécifiques des groupes de population - notamment celles relatives aux personnes âgées, aux personnes en situation d'handicap, aux enfants et aux femmes. La prise en compte de ces mécanismes permettra de renforcer la réduction des risques ainsi que la préparation aux catastrophes. Ceci dans une perspective de réduction de l'impact des désastres sur les groupes de population</p>	

vulnérables.

Intermediate report comment**Final report comment****Activity (3/8)****Short description**

Développement d'une méthodologie nationale standardisée avec un document de recommandations

Start date 01/04/2013**End date** 30/06/2014**Detailed description**

Cette activité concerne le développement d'une méthodologie nationale pour l'intégration de la réduction des risques urbains dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain, participant ainsi au renforcement de la préparation et de la réponse aux désastres dans les zones urbaines. Elle se base sur l'évaluation des différentes méthodologies existantes ainsi que l'analyse des différents acteurs et mécanismes intervenant dans la réduction des risques urbains.

En se basant sur une compilation de l'information ainsi que les forces et les faiblesses des différentes méthodologies répertoriées, cette activité permettra d'élaborer un document de méthodologie nationale standardisée qui pourra être présentée aux acteurs institutionnels gouvernementaux pour validation.

Par ailleurs, le document de méthodologie comprendra une feuille de recommandations pour la mise en oeuvre de la méthodologie et son application systématique dans les projets de reconstruction et l'aménagement urbain du pays.

Enfin, le développement de la méthodologie s'accompagnera de rencontres régulières du groupe de travail sur la réduction des risques urbains afin de présenter au fur et à mesure les conclusions de l'évaluation et la structure et le contenu de la méthodologie nationale. Ceci dans une perspective participative avec tous les acteurs et afin d'éviter toute orientation erronée au sein de la méthodologie. Par ailleurs, en impliquant les acteurs - en particulier les institutions nationales - dans tout le processus, le degré d'appropriation et de validation de la méthodologie n'en sera que renforcé.

Intermediate report comment**Final report comment****Activity (4/8)****Short description**

Atelier de validation

Start date 01/11/2014**End date** 30/11/2014**Detailed description**

Cet atelier a pour objectif de présenter de façon officielle la méthodologie à tous les acteurs nationaux et internationaux impliqués afin d'obtenir une reconnaissance et une validation de cet outil par le gouvernement. L'objectif de cette validation est de conférer une légitimité à cette méthodologie afin qu'elle puisse être présentée comme l'outil agréé par le gouvernement à tous les acteurs sur le terrain.

Il convient de noter que tout au long du processus d'élaboration de la méthodologie, les parties prenantes nationales seront tenues informées de l'évolution afin qu'à l'atelier, il s'agisse simplement d'une restitution de la méthodologie et d'une validation officielle.

Intermediate report comment**Final report comment****Activity (5/8)**

Short description

Diffusion de la méthodologie nationale

Start date 01/07/2014

End date 31/12/2014

Detailed description

Cette activité concerne la dissémination de la méthodologie nationale.

Moyens de diffusion

La méthodologie sera diffusée de plusieurs façons :

- (i) Partage du document de méthodologie avec les institutions faisant office de bénéficiaires directs ;
- (ii) Partage du document de méthodologie au travers du groupe de travail sur la réduction des risques urbains ;
- (iii) Développement du module de formation à destination des acteurs institutionnels et de mise en oeuvre ; et
- (iv) Au travers des acteurs de terrain, intervenant dans les communes, qui présenteront la méthodologie aux groupes de population ainsi qu'aux autorités locales impliquées.

Acteurs concernés

- (i) Les institutions nationales impliquées dans l'aménagement urbain. La plupart de celles-ci ont été répertoriées comme bénéficiaires directs ;
 - (ii) Les institutions déconcentrées impliquées sur le terrain dans les projets d'aménagement urbain - les mairies ;
 - (iii) Les partenaires de mise en oeuvre des projets - telles que les ONG ;
 - (iv) Les communautés qui pourront répliquer - après une première participation par exemple au travers du projet d'une ONG - les recommandations de la méthodologie au niveau local et renforcer leurs préparation aux catastrophes.
- . Dans les communautés, on dénombre aussi les groupes de personnes vulnérables. Leur intégration au niveau local dans la réduction des risques urbains est crucial pour la prise en compte de leurs vulnérabilités et besoins dans la mise en place des projets ; et
- (v) Les bailleurs qui pourront avoir une perspective harmonisée de la réduction des risques urbains et opérer une sélection homogénéisée des projets financés.

Intermediate report comment**Final report comment****Activity (6/8)****Short description**

Développement d'une stratégie pour le renforcement des capacités des institutions pertinentes

Start date 01/09/2013

End date 31/03/2014

Detailed description

Une fois la méthodologie nationale élaborée et dans un souci de durabilité et de renforcement de la stratégie de sortie du projet, il convient de mettre en place un renforcement des institutions nationales pertinentes pour la mise en oeuvre de la méthodologie.

Objectif de la stratégie

Les institutions pertinentes et intervenant dans le domaine de la réduction des risques urbains utilisent une méthodologie nationale permettant de renforcer la résilience des communes et de réduire l'impact des catastrophes sur les populations.

Résultat attendu

Les institutions du niveau national au niveau communal intègrent la réduction des risques dans l'aménagement urbain selon un modèle harmonisé.

Groupes ciblés

Les bénéficiaires directs (section 4.2.3) ainsi que les autorités des communes où les projets sont exécutés.

Bases de la stratégie

- (i) Faire participer les groupes ciblés à sa définition ;
- (ii) Faire le suivi de la mise en oeuvre des compétences et connaissances transférées ;
- (iii) Effectuer des évaluations périodiques - et faire en sorte que les institutions en charge de la méthodologie développent une auto-évaluation de l'application de la méthodologie dans les projets d'aménagement urbain ; et
- (iv) En cas de faiblesses de la performance des institutions, organiser une autre série de formations afin de revitaliser et renforcer les

compétences et les connaissances.

Intermediate report comment

Final report comment

Activity (7/8)

Short description

Réunions de coordination

Start date 01/04/2013

End date 31/12/2014

Detailed description

Cette activité concerne la réalisation des réunions du groupe de travail sur la réduction des risques urbains qui sera mis en place dès le démarrage du projet. Ce groupe sera composé d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, nationaux et internationaux et visera le renforcement de la coordination dans ce domaine. Les termes de référence du groupe de travail seront élaborés dès le début de l'action, en collaboration avec les institutions nationales et les acteurs pertinents. Ceux-ci seront partagés avec le bureau d'ECHO en Haïti dès que possible.

Ce groupe servira véritablement de moteur à ce projet. Il permettra de porter l'évaluation et les différentes analyses ; de partager les informations entre les différents acteurs ; de mettre sur pied la méthodologie harmonisée et de la diffuser ensuite aux différents acteurs ainsi qu'aux partenaires des membres du groupe.

Par ailleurs, de façon générale, le groupe de travail visera le renforcement de la coordination dans le domaine de la réduction des risques les projets de reconstruction et d'aménagement urbain. Il permettra aux différents acteurs de partager leur agenda, leurs priorités et leurs interventions afin de maximiser les projets et les initiatives.

Intermediate report comment

Final report comment

Activity (8/8)

Short description

Participation aux forums sur la réduction des risques

Start date 01/04/2013

End date 31/03/2014

Detailed description

Dans une perspective de renforcement de l'intégration des risques urbains dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain, il est primordial de participer aux réunions sur la réduction des risques et de diffuser la méthodologie au sein de ces forums de discussion. Il s'agit par exemple de fournir à la plateforme nationale sur le logement des recommandations précises sur la réduction des risques dans les zones urbaines.

Intermediate report comment

Final report comment

Means and costs**Mean (1/5)**

Short description		
Cadre international	Costs	275.000,00 €
	Intermediate report amount	0,00 €
	Final report committed	0,00 €
Detailed description		
Recrutement d'un cadre international pour la direction technique, la coordination et la mise en oeuvre du projet.		
Intermediate report comment		
<input type="text"/>		
Final report comment		
<input type="text"/>		

Mean (2/5)

Short description		
Achat de service	Costs	60.000,00 €
	Intermediate report amount	0,00 €
	Final report committed	0,00 €
Detailed description		
Il s'agit du financement de l'évaluation des standards existants d'intégration de la réduction des risques dans les zones urbaines (ex. : PPR du projet 16/6 et projets COOPI et de la Croix Rouge).		
Intermediate report comment		
<input type="text"/>		
Final report comment		
<input type="text"/>		

Mean (3/5)

Short description		
Rencontres	Costs	20.000,00 €
	Intermediate report amount	0,00 €
	Final report committed	0,00 €
Detailed description		
<p>Il s'agit des rencontres suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Réunions avec les différents acteurs nationaux et internationaux impliqués dans les standards existants; (ii) Réunions permettant d'identifier et de compiler les différents standards; (iii) Atelier de validation de la méthodologie nationale; (iv) Rencontres pour la diffusion de la méthodologie validée; (v) Réunions d'élaboration et de présentation de la stratégie de renforcement des capacités des institutions impliqués dans la réduction des risques dans les zones urbaines. 		
Intermediate report comment		
<input type="text"/>		
Final report comment		
<input type="text"/>		

Mean (4/5)

Short description		
Véhicule	Costs	29.000,00 €
	Intermediate report amount	0,00 €
	Final report committed	0,00 €
Detailed description		
Il s'agit du véhicule qui permettra au personnel du projet de travailler et de se rendre sur le terrain.		
Intermediate report comment		
Final report comment		

Mean (5/5)

Short description		
carburant et entretien	Costs	20.000,00 €
	Intermediate report amount	0,00 €
	Final report committed	0,00 €
Detailed description		
Il s'agit du cout de carburant et de l'entretien de deux véhicules durant toute la durée du projet.		
Intermediate report comment		
Final report comment		

4. OPERATIONAL FRAMEWORK

4.3.2.2 MORE DETAILED INFORMATION PER RESULT - Result (2)

Details

Result's short description	
La méthodologie nationale est appliquée dans les processus de reconstruction.	

Total amount	87.000,00 €
[INT] Total amount	0,00 €
[FIN] Total amount	0,00 €

Sector	Disaster Risk Reduction / Disaster Preparedness
Sub-sectors	Local disaster management components Institutional linkages and advocacy

Number of beneficiaries

Intermediate number of ben. 0

Final actual number 0

Status of beneficiaries IDP Population Refugees Returnees Others

Detailed description

Suite au développement de la méthodologie nationale de réduction des risques dans les zones urbaines, la seconde phase du projet se focalisera sur l'appui à l'application de cet outil dans les projets d'aménagement urbain et de reconstruction. Cet appui se fera au travers d'une assistance technique, de formations mais également d'une coordination plus renforcée entre les partenaires intervenant dans le domaine de la réduction des risques dans les zones urbaines.

Ainsi, ce résultat se basera sur les activités suivantes :

- (i) Assistance technique aux institutions nationales, aux collectivités territoriales, ainsi qu'aux partenaires techniques tels que les ONG qui interviennent énormément dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain. Ceci accompagnera notamment les autres partenaires soutenus par ECHO dans ces domaines et permettra une harmonisation méthodologique;
- (ii) Processus d'accompagnement - Développement d'un module de formation et la réalisation de formations afin que les acteurs cités plus haut puissent comprendre et utiliser cette méthodologie sur le terrain; et
- (iii) Plaidoyer - Il s'agit du plaidoyer visant d'une part l'application de la méthodologie nationale, et d'autre part, la réduction des risques urbains.

Intermediate report comment

Final report comment

Objectively verifiable indicators**Indicator (1/2)**

Short description	Sources of verification
Les acteurs de la reconstruction appliquent la méthodologie nationale.	Module de formation; calendrier de formations durant la période du projet; liste des acteurs ayant recus le module; formulaire d'interview; rapports d'évaluation
Target value <input type="text" value="60%"/>	
Intermediate value <input type="text"/>	
Final value <input type="text"/>	
Detailed description	
<p>Une fois la méthodologie nationale élaborée, il est important que les acteurs de la reconstruction l'appliquent. Dans ce contexte et afin de vulgariser les composantes de la méthodologie, il est nécessaire de développer un module de formation. C'est notamment ce module qui va permettre d'appuyer la stratégie de renforcement des capacités. Sur base de ce module, des formations pourront être réalisées. Par ailleurs, ce module permettra aux acteurs d'utiliser l'analyse des risques pour élaborer des plans d'évacuation, d'alerte, et de sauvegarde.</p> <p>Objectif de durabilité</p> <p>Ce module va assurer la durabilité du projet car il sera remis aux institutions en charge de la reconstruction et de l'aménagement urbain qui pourront l'utiliser dans leur projet mais aussi le diffuser à leurs partenaires intervenant dans le domaine urbain au niveau national, départemental et communal.</p> <p>Synergie avec les autres projets financés par ECHO et la Délégation</p> <p>Enfin, ce module sera également remis aux partenaires non gouvernementaux (ONG) responsables de projets de reconstruction et d'aménagement urbain. Ceci assure donc une synergie avec les autres projets financés par ECHO et la Délégation dans ces domaines et permettra une collaboration entre les partenaires de l'UE.</p> <p>Application de la méthodologie et valeur cible</p> <p>Sur base du module de formation et en se basant sur l'UCLBP et les réunions de coordination, la diffusion de la méthodologie sera effective et ceci permettra aux acteurs de l'utiliser dans les projets de reconstruction.</p> <p>Enfin, en fin de projet, un rapport d'évaluation sur base d'interviews avec les acteurs de la reconstruction sera élaboré afin de déterminer dans quel pourcentage ceux-ci ont appliqué la méthodologie. Dans ce contexte, la valeur cible de 60% portera principalement sur les 5 projets soutenus par l'UE à hauteur de 23 millions d'Euros et portant sur les quartiers - à savoir le projet de Concern à Saint Marc, le projet de la Croix Rouge Française à Delmas ; le projet de Solidarité à Chris-Roi ; le projet de Care à Carrefour ; ainsi que sur les projets HIP de 2013.</p> <p>Acteurs concernés de façon générale par l'application de la méthodologie</p> <p>(i) Les institutions nationales impliquées dans la reconstruction. La plupart de celles-ci ont été répertoriées comme bénéficiaires directs ;</p> <p>(ii) Les institutions déconcentrées impliquées sur le terrain dans les projets d'aménagement urbain - les mairies ;</p> <p>(iii) Les partenaires de mise en oeuvre des projets - telles que les ONG ;</p> <p>(iv) Les communautés qui pourront répliquer - après une première participation par exemple au travers du projet d'une ONG - les recommandations de la méthodologie au niveau local et renforcer leurs préparation aux catastrophes. Dans les communautés, on dénombre aussi les groupes de personnes vulnérables. Leur intégration au niveau local dans la réduction des risques urbains est crucial pour la prise en compte de leurs vulnérabilités et besoins dans la mise en place des projets ; et</p> <p>(v) Les bailleurs qui pourront avoir une perspective harmonisée de la réduction des risques urbains et opérer une sélection homogénéisée des projets financés.</p>	
Intermediate report comment <input type="text"/>	
Final report comment <input type="text"/>	

Indicator (2/2)

Short description	Sources of verification

Les techniciens de l'UCLBP appliquent la méthodologie nationale.

Rapport de formation; nombre de personnes ayant suivis les formations; nombre de certificats délivrés.

Target value

Intermediate value

Final value

Detailed description

Cet indicateur se base sur la formation des techniciens de l'UCLBP en ce qui concerne l'utilisation et la diffusion de la méthodologie nationale. Cette formation se fera au travers d'un module qui servira de socle pour l'appropriation de la méthodologie par ces deux institutions. Elle permettra un objectif de durabilité et participera à la stratégie de sortie de ce projet.

Afin que les techniciens de l'UCLBP soient en mesure d'appliquer la méthodologie, plusieurs éléments seront mis en place :

- (i) La présence d'un cadre au sein de l'UCLBP appuyant les membres de l'Unité dans la compréhension et la mise en oeuvre de la méthodologie nationale standardisée ;
- (ii) La réalisation de formations destinées a ces techniciens pour qu'ils acquièrent une bonne compréhension de la méthodologie ;
- (iii) L'intégration de la méthodologie dans les politiques de l'UCLBP devrait définir par le haut les axes de travail des techniciens et leur servira donc d'orientation ; et
- (iv) Le cadre placé au sein de l'UCLBP ainsi que les autres responsables du projet fourniront également une assistance aux techniciens de l'UCLBP dans leur travail avec les autres partenaires nationaux et internationaux.

En début de projet, une étude de base sera réalisée afin de dresser la liste des techniciens de l'UCLBP impliqués dans les différentes politiques de l'Unité et ayant pour responsabilité de veiller à l'intégration de la réduction des risques urbains dans celles-ci. Cette liste sera communiquée dès que possible au bureau d'ECHO. A la fin du projet, la valeur cible sera déterminée sur base de cette liste au travers d'une évaluation externe qui permettra de faire le point sur l'application de la méthodologie par les techniciens.

Intermediate report comment

Final report comment

Activities**Activity (1/3)****Short description**

Plaidoyer

Start date 01/04/2013

End date 31/12/2014

Detailed description

Cette activité de plaidoyer fait référence à deux types d'éléments :

(i) Le plaidoyer pour l'application de la méthodologie nationale standardisée

Ce volet est essentiel pour la mise en oeuvre de la méthodologie par les acteurs impliqués dans les projets d'aménagement urbain. Au travers du document de méthodologie et du module de formation, il s'agit de convaincre ces acteurs que l'outil national prend en compte toutes les approches qui ont été mises en place en les synthétisant et en développant une approche standardisée et applicable par tous. A ce niveau, l'implication des acteurs est primordiale dans la conception de la méthodologie ;

(ii) Le Plaidoyer sur la réduction des risques urbains

Comme mentionné dans d'autres sections de cette proposition, même après le tremblement de terre, les projets de reconstruction et d'aménagement urbain n'ont pas tous pris en considération la réduction des risques. Ceci pose vraiment un problème dans le contexte des villes haïtiennes où la densité de la population est assez élevée et les vulnérabilités sont très importantes. Afin de réduire l'impact des catastrophes, de mieux préparer les populations aux désastres, il est donc primordial de renforcer l'intégrer de la réduction des risques en milieu urbain au travers d'une approche systématisée. Le plaidoyer nécessite d'être fait du niveau national au niveau communal en se basant sur les expériences passées et les leçons apprises des dernières années en termes d'impact des désastres sur les villes et les populations afin qu'à tous les niveaux, il y est une considération de la réduction des risques.

Acteurs concernés

(i) Les institutions nationales impliquées dans l'aménagement urbain. La plupart de celles-ci ont été répertoriées comme bénéficiaires directs ;

(ii) Les institutions déconcentrées impliquées sur le terrain dans les projets d'aménagement urbain - les mairies ;

(iii) Les partenaires de mise en oeuvre des projets - telles que les ONG ;

(iv) Les communautés qui pourront répliquer - après une première participation par exemple au travers du projet d'une ONG - les recommandations de la méthodologie au niveau local et renforcer leurs préparation aux catastrophes. Dans les communautés, on dénombre aussi les groupes de personnes vulnérables. Leur intégration au niveau local dans la réduction des risques urbains est crucial pour la prise en compte de leurs vulnérabilités et besoins dans la mise en place des projets ; et

(v) Les bailleurs qui pourront avoir une perspective harmonisée de la réduction des risques urbains et opérer une sélection homogénéisée des projets financés.

Intermediate report comment**Final report comment****Activity (2/3)****Short description**

Appui technique

Start date 01/04/2013

End date 31/12/2014

Detailed description

Il s'agit de l'assistance technique pour l'application de la méthodologie.

Celui-ci revêt différentes formes, entre autres :

(i) La présence d'un cadre au sein de l'UCLBP appuyant les membres de l'Unité dans la compréhension et la mise en oeuvre de la méthodologie nationale standardisée ;

(ii) Ce cadre ainsi que les autres responsables du projet fourniront également une assistance aux autres institutions identifiées comme bénéficiaires directs ; et

(iii) Les rencontres avec les acteurs impliqués dans l'aménagement urbain afin qu'ils comprennent l'utilité de la méthodologie ainsi que les bénéfices liés à son utilisation sur le terrain. Par exemple, en ce qui concerne les ONG, il ne s'agit pas seulement de leur diffuser la méthodologie mais de réaliser un accompagnement pour être certain qu'ils comprennent son utilité, ses composantes et comment

l'appliquer dans leurs projets.

Acteurs concernés

- (i) Les institutions nationales impliquées dans l'aménagement urbain. La plupart de celles-ci ont été répertoriées comme bénéficiaires directs ;
- (ii) Les institutions déconcentrées impliquées sur le terrain dans les projets d'aménagement urbain - les mairies ;
- (iii) Les partenaires de mise en oeuvre des projets - telles que les ONG ;
- (iv) Les communautés qui pourront répliquer - après une première participation par exemple au travers du projet d'une ONG - les recommandations de la méthodologie au niveau local et renforcer leurs préparation aux catastrophes. Dans les communautés, on dénombre aussi les groupes de personnes vulnérables. Leur intégration au niveau local dans la réduction des risques urbains est crucial pour la prise en compte de leurs vulnérabilités et besoins dans la mise en place des projets ; et
- (v) Les bailleurs qui pourront avoir une perspective harmonisée de la réduction des risques urbains et opérer une sélection homogénéisée des projets financés.

Intermediate report comment

Final report comment

Activity (3/3)

Short description

Formation et processus d'accompagnement

Start date 01/01/2014

End date 31/12/2014

Detailed description

Ceci concerne la formation et le processus d'accompagnement pour la compréhension et la prise en charge de la méthodologie nationale par les acteurs.

Les différentes sections de ce document ont traité à plusieurs reprises des formations ainsi que du module de formation à la base du renforcement de l'expertise technique des institutions et des partenaires.

En termes de processus d'accompagnement, tel qu'il a déjà été mentionné, il reprendra les éléments suivants :

- (i) La présence d'un cadre au sein de l'UCLBP appuyant les membres de l'Unité dans la compréhension et la mise en oeuvre de la méthodologie nationale standardisée ;
- (ii) La réalisation de formations pour une bonne compréhension de la méthodologie ;
- (iii) L'intégration de la méthodologie dans les politiques de l'UCLBP afin de définir par le haut les axes de travail des techniciens et leur servira donc d'orientation ; et
- (iv) L'assistance technique aux techniciens de l'UCLBP dans leur travail avec les autres partenaires nationaux et internationaux.

Le groupe de travail sur la réduction des risques urbains renforcera aussi le processus d'accompagnement des acteurs car c'est la que seront définis les progrès et les défis définis.

Intermediate report comment

Final report comment

Means and costs**Mean (1/4)**

Short description		
Expert national	Costs	32.000,00 €
	Intermediate report amount	0,00 €
	Final report committed	0,00 €
Detailed description		
Il s'agit du recrutement d'un expert national mis à disposition de l'UCLBP pour une assistance technique et le suivi des recommandations visant l'application de la méthodologie dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain. Cet expert va également conseiller les acteurs sur l'utilisation des données afin de développer des plans d'évacuation, de sauvegarde et d'alerte.		
Intermediate report comment		
<input type="text"/>		
Final report comment		
<input type="text"/>		

Mean (2/4)

Short description		
Formations	Costs	40.000,00 €
	Intermediate report amount	0,00 €
	Final report committed	0,00 €
Detailed description		
Attention: HTML TABLES DETECTED - For original input, please refer to: HTML_Table_2.html		
Il s'agit des formations pour la compréhension et l'utilisation de la méthodologie par les acteurs, notamment pour le développement de plans d'évacuation, de sauvegarde et d'alerte.		
Intermediate report comment		
<input type="text"/>		
Final report comment		
<input type="text"/>		

Mean (3/4)

Short description		
Achat de service	Costs	10.000,00 €
	Intermediate report amount	0,00 €
	Final report committed	0,00 €
Detailed description		
Il s'agit des frais à la base du développement des outils de formation.		
Intermediate report comment		
<input type="text"/>		

Final report comment**Mean (4/4)****Short description****Costs****Intermediate report amount****Final report committed****Detailed description****Intermediate report comment****Final report comment**

4.3.3 Other costs

Description	Initial Amount	Revised Budget	Intermediate report amount	Final Committed
institutional visibility/communication Visibilité institutionnelle/communication	2.468,00 €	2.468,00 €	0,00 €	0,00 €
Evaluation externe à la fin du projet	10.000,00 €	10.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total other costs :	12.468,00 €	12.468,00 €	0,00 €	0,00 €

4.4 Workplan

4.4 Workplan

Voir **Annexe 1-INT.** .

4.4.1 [INT] Revised work plan, if changed after proposal

4.4.2 [FIN] Report if major changes compared to original planning

4.5 Monitoring, evaluation, audit and other studies

4.5.1 Monitoring of activities (explain how, by whom)

Les activités développées au sein du projet feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation selon les procédures standard du PNUD et selon les modalités des projets en exécution directe. La responsabilité du suivi reposera sur le coordonnateur du programme de gestion des risques et désastres du PNUD.

Des évaluations trimestrielles seront également effectuées.

Enfin, le PNUD facilitera toute activité de suivi et d'évaluation menée par le donateur.

4.5.2 Tick the box if one of the following studies will be undertaken:

External evaluation during the Action

no

External evaluation after the Action

yes

External audit during the Action

no

External audit after the Action

no

Internal evaluation or internal audit related to the Action

no

4.5.3 Other studies*

yes

If yes, please elaborate

Une évaluation des méthodologies existantes ainsi qu'une analyse des acteurs et mécanismes pertinents dans le domaine de la prévention des risques urbains vont être menées afin d'établir les bases du développement de la méthodologie nationale. De cette façon, cette dernière se voudra holistique et intégrera toutes les pratiques et procédures pertinentes ainsi que tous les acteurs intervenant dans ce domaine en Haïti.

4.5.4 [INT] Report on changes and progress**4.5.5 [FIN] Report on changes, challenges or achievements****5. TRANSITION (LRRD) AND CROSS-CUTTING ISSUES****5.1 Describe the expected level of sustainability and/or connectedness**

Suite au séisme de janvier 2010, plusieurs évaluations ont montré la vulnérabilité urbaine exacerbant les risques sur les communautés. Dans ce contexte, la mise en place d'une méthodologie nationale est une nécessité. La durabilité de cette démarche réside dans trois éléments :

- (i) La méthodologie sera validée et reconnue directement par les hautes instances du gouvernement. Elle sera aussi mise en oeuvre par la contre partie nationale impliquée dans la construction des logements et bâtiments publics (UCLBP). Dans ce contexte, l'appropriation nationale garantissant davantage la durabilité des projets ;
- (ii) La méthodologie sera portée par un acteur de développement bien ancré dans le pays, le PNUD, en collaboration et en appui technique avec les institutions gouvernementales avec lesquelles le PNUD a travaillé ou est en actuel partenariat ;
- (iii) Le PNUD travaillera directement dans ce projet avec et en appui à d'autres acteurs soutenus par ECHO, tels que les ONG intervenant directement dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain. Ceci garantira la complémentarité et la synergie entre les projets financés par ECHO et se fera en dialogue permanent avec le bureau d'ECHO Haïti - reflétant ainsi la collaboration démontrée durant le projet en cours financé par ECHO.

5.2 Transition and/or exit strategies (Linking Relief, Rehabilitation and Development)

L'objectif de ce projet est de réduire l'exposition des communautés aux risques urbains. La vulnérabilité du pays est très forte dans ce domaine. A l'heure actuelle en Haïti on peut trouver aussi bien des activités de type humanitaire, de réhabilitation et de développement. L'objectif de réduction des risques urbains vise à appuyer ces trois types d'activités. En effet, les efforts acquis dans ces dernières sont souvent réduits à néant lors de désastres. En investissant dans la réduction des risques urbains, on garantit le succès des activités humanitaires et de réhabilitation tout en se dirigeant de plus en plus vers des activités de développement basée sur le partenariat et le renforcement des institutions nationales pertinentes, à savoir celles impliquées dans l'aménagement urbain et la reconstruction. La stratégie de sortie a toute sa place dans ce projet car au travers d'une méthodologie nationale validée par le gouvernement et d'outils pour sa compréhension et son utilisation, les institutions nationales porteront elles mêmes les nouveaux projets de réduction des risques urbains selon des standards harmonisés et connus de tous.

Par ailleurs, ce projet se fait en partenariat avec l'UCLBP en mettant à sa disposition une expertise. Cette institution joue un rôle important dans la construction des logements et des bâtiments publics et est appelé à poursuivre les acquis après la fin du projet.

5.3 Mainstreaming (e.g. children, Disaster Risk Reduction, environmental impact , gender, HIV and AIDS, human rights, protection, others to be specified). In your explanation, point to significant elements introduced under 2.3 and 4.3.2.

Le PNUD joue un rôle central au sein du système des Nations Unies et notamment dans le pilier relatif à la gestion des risques et désastres. Il a la capacité de mobiliser les différentes agences du système pour qu'elles incluent au sein de leurs programmes et dans leur travail quotidien avec leurs partenaires nationaux les problématiques liées à la gestion des risques et désastres. Actuellement, le PNUD travaille sur plusieurs problématiques (ex. : plan de contingence, exercice de simulation, intégration de la protection dans la préparation et réponse aux désastres) en collaboration avec les autres agences (ex. : OCHA, PAM, OIM, Haut Commissariat aux Droits de l'homme) et partenaires (ex. : Union européenne, Banque Mondiale, Croix Rouge).

Le bureau du PNUD en Haïti est également très impliqué sur les problématiques de gestion de l'environnement (notamment gestion des bassins versants) et de gouvernance. Suite à des consultations entre les différents projets, le PNUD met également en place une intégration systématique de la gestion des risques et désastres dans les projets de reconstruction (ex. : Projet 16/6 ou CARMEN).

En termes d'intégration des personnes vulnérables, la méthodologie nationale standardisée propose de faire une compilation entre les différentes méthodologies afin de réunir les aspects techniques et scientifiques mais également ceux relatifs à la prise en compte des individus et des personnes à besoins spécifiques. Par ailleurs, dans les ateliers de plaidoyer et les rencontres, les aspects de genre, d'âge et d'handicap vont être clairement intégrés.

5.4 [INT] In Case of changes or problems to be addressed, please explain**5.5 [FIN] In Case of changes or problems to be addressed, please explain**

6. FIELD COORDINATION

6.1 Field co-ordination (indicate the Humanitarian Organisation's participation in coordination mechanisms with other relevant stakeholders, e.g. clusters, NGOs, UN agencies, others to be specified as well as the links with the Consolidated Appeal Process, when relevant)

Le projet sera coordonné par le un responsable de projet qui s'occupera de la direction technique, de la coordination et de la mise en oeuvre des activités.

6.2 National and local authorities (relations established, authorisations, coordination)

Le PNUD travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales et départementales et toutes les activités sont développées avec leur étroite participation. Par ailleurs, les mairies et les services déconcentrés seront un bénéficiaire direct de ce projet. Ceux-ci ont été inclus dans les réflexions appuyant l'évaluation des besoins.

Plusieurs rencontres ont notamment eu lieu avec l'UCLBP pour la formulation de ce projet. Ce projet a une composante de coordination (tant au niveau des institutions gouvernementales que des autres acteurs nationaux et internationaux dans le pays).

6.3 Co-ordination with DG ECHO (indicate the Humanitarian Organisation's contacts with DG ECHO and its technical assistants in the field)

Cette proposition a été discutée avec le Bureau ECHO Haïti à travers des rencontres et consultations avec Daniel Ureña.

Par ailleurs, le PNUD garantira le partage d'information avec ECHO en ce qui concerne les résultats issus des réunions de coordination et de diffusion de la méthodologie dans les forums de discussion traitant de la réduction des risques dans les zones urbaines. De plus, ECHO sera également invité aux principaux événements et rencontres et sera tenu régulièrement informé sur les progrès du projet. Cette démarche est bien prouvée dans le projet en cours financé par ECHO.

6.4 [INT] In case of changes or coordination problems, please explain

6.5 [FIN] In case of changes or coordination problems, please explain

7. IMPLEMENTING PARTNERS

7.1 Name and address of implementing partner(s)

Aucun partenaire local, ce projet sera mis en place directement par le PNUD en appui à l'UCLBP et autres institutions nationales impliquées dans la reconstruction et l'aménagement urbain.

7.2 Status of implementing partners (e.g. NGO, local authorities, etc.) and their role

n/a

7.3 Type of relationship with implementing partner(s) and the expected reporting by the implementing partner

n/a

7.4 [INT] In case of changes, please explain

7.5 [FIN] In case of changes, please explain

8. CONTINGENCY MEASURES AND SECURITY

8.1 Contingency measures (Plan B/ mitigating actions to be taken if risks and assumptions spelled out in the log-frame materialised)

Dans le cas où les risques et hypothèses se matérialisent, il y aura une révision du programme en coordination avec le donateur pour analyser la faisabilité des actions et des mesures à mettre en oeuvre pour la réalisation des résultats escomptés.

8.2 Security considerations**8.2.1 Security situation in the field, describe briefly**

Haïti est considéré par les Nations Unies comme un pays à risque au niveau de la sécurité. Même si il n'y a pas eu de gros problèmes de sécurité depuis quelques temps, la tension est montée depuis la mise en place de la nouvelle administration en 2011. Pour ces raisons, le personnel des Nations Unies est soumis à des règles très strictes de sécurités. Chaque personne recrutée doit prendre une formation sur le thème de la sécurité et recevra les informations nécessaires concernant la sécurité en Haïti par le chef de la sécurité du bureau du PNUD.

8.2.2 Has a specific security protocol for this Action been established?**Yes/No/Standard procedures**

Standard procedures

If yes please elaborate**8.2.3 Are field staff and expatriates informed of and trained in these procedures? (Yes/No)**

yes

8.3 [INT] In case of changes or problem to be addressed, please explain**8.4 [FIN] In case of changes or problem to be addressed, please explain****9. COMMUNICATION, VISIBILITY AND INFORMATION ACTIVITIES****9.1 Planned communication activities (in field and/or in Europe)**

Les activités développées seront intégrées dans le plan de communication déjà existant. Les activités habituellement menées par le PNUD dans ce domaine bénéficient d'une bonne couverture médiatique, les médias locaux, nationaux ou internationaux étant habituellement invités aux événements organisés dans le cadre de son programme.

Le PNUD mettra en avant le rôle d'ECHO dans les activités développées par le projet, ce sera particulièrement le cas lors des événements qui seront organisés (séminaires, formations, ...) et sur les documents qui seront produits.

9.2 Visibility on durable equipment, major supplies, and at action locations

Les logos d'ECHO seront positionnés de façon clairement visible sur tous les documents produits et matériels achetés.

9.3 Planned publication activities

Dans le cadre des brochures ou autres types de documents imprimés et disséminés, la participation d'ECHO sera clairement communiquée. Ces documents et publications ont un caractère opérationnel en appui aux actions menées dans le projet.

9.4 [INT] In case of changes, please explain

9.5. [FIN] Report on the relevant activities**10. HUMAN RESOURCES**

10.1 Indicate global figures per function and status

Function	Status	Number of staff	Number of man/month in project	Comments
Coordonnteur du projet	Expatriate staff	1	21,00	Responsable de la direction technique, la coordination et la mise en Suvre du projet, ainsi que la supervision globale du projet et de la synergie entre les activités des autres projets
Expert national	Local staff	1	12,00	Expert national intégré à l'UCLBP pour l'appui à l'application de la méthodologie nationale.

Comments :**10.2 [INT] In case of changes, please explain****10.3 [FIN] In case of changes, please explain**

11. Financial overview

Eligible costs of Action	Initial Amount	Revised Budget	Intermediate report committed	Final report committed
Total personnel local	32.000,00 €	32.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total personnel expatrié	275.000,00 €	275.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total rencontres, réunions	20.000,00 €	20.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total achat de services	70.000,00 €	70.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total formations	40.000,00 €	40.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total matériel (ex.: réunions, ateliers)	5.000,00 €	5.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total véhicule (voiture + carburant)	49.000,00 €	49.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Visibilité	2.468,00 €	2.468,00 €	0,00 €	0,00 €
Evaluation externe	10.000,00 €	10.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Subtotal direct eligible costs = Sum of total amount for all results (491.000,00 €) + Other costs (12.468,00 €) = 503.468,00 €	503.468,00 €	503.468,00 €	0,00 €	0,00 €
Indirect costs (max. 7%) = (35.242,76 €)	35.242,76 €	35.242,76 €	0,00 €	0,00 €
Total Costs :	538.710,76 €	538.710,76 €	0,00 €	0,00 €
Funding of action	Initial	Revised	Final State	
Direct revenue from Action	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
Contribution by applicant	88.710,76 €	88.710,76 €	0,00 €	
Contribution by other donors	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
Contribution requested from ECHO	450.000,00 €	450.000,00 €	0,00 €	
% of total funding	84 %	84 %	0 %	
Contribution by beneficiaries			0,00 €	
Total Funding :	538.710,76 €	538.710,76 €	0,00 €	

11.1[FIN] In case of other donors, please identify the donors and the amount provided

12. ADMINISTRATIVE INFORMATION

12.1 FPA number (if applicable)

2008|FAFA|Y

12.2 Name and title of legal representative signing the Agreement

M. Antonio VIGILANTE - Director of UNDP Brussels Office

12.3 Name, telephone, e-mail and title of the person(s) to be mentioned in Article 7 of the Agreement

Name	Title	Phone	Fax	E-mail
Antonio Vigilante	Directeur du Bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement- Bruxelles	+ 32 2 505 46 20	+32 2 503 47 29	Brussels.office@undp.org

12.4 Name, telephone, fax and e-mail of the representative in the area of intervention

Name	Phone	Fax	E-mail	Address
Sophie De Caen	+509 4890 3862	-	sophie.de.caen@undp.org	PNUD LogBase MINUSTAH Zone 5 18, Rte de l'aéroport et Clercine Port au Prince

12.5 Bank account**Full account number (including bank codes)**

BE80 301-0186139-77

Name of bank / Address of branch

ING Belgium

24, Avenue Marnix

Precise denomination of the account holder

United Nations Development Programme UNDP

IBAN account code, (or BIC country code if the IBAN code does not apply)

BE80 301018613977

13. CONCLUSIONS AND HUMANITARIAN ORGANISATION'S COMMENTS

13.1 Comment at proposal stage and requests for derogation**13.2 [INT] Comments and requests for derogation****13.3 [FIN] Conclusion and final remarks****Annex A: Procurement table**

Supplies, services or works

Description	Quantity	Amount (EUR)	Procurement procedure	Derogation (Y/N)	(Forecast) Launch date procedure	duration (weeks)	(Forecast) Contracting date	duration (weeks)
-------------	----------	-----------------	--------------------------	---------------------	--	---------------------	-----------------------------------	---------------------

Procurement comments